**L’éclatement de la bulle aux luttes contre la récession**

I. Du sommet à l’abîme

1. L’éclatement de la bulle spéculative (89 - 90)

→ Les autorités interviennent sur le marché foncier. L’épargne est l’un des piliers de la croissance japonaise.

Brusque changement d’attitude vis-à-vis de la spéculation (envolée des prix, baisse de l'épargne des ménages, frein de la capacité d’inves. des entreprises, risque de hausse des prix à la consommation).

en 89 ; hausse du taux d’escompte.

Par rapport au terrain : ?

Contrôle des transactions financières : 90 → réforme de la loi sur les transactions boursières ?

on impose aux fonctionnaires avec un capital de +5% de dénoncer son identité au Ministère des finances. savoir qui est à l’origine des évasions fiscales (car beaucoup à cette époque).

= réglementation bcp plus stricte pour les crédits.

→ Le système bancaire s’écroule : not écroulement des cours (chute des prix d’action et d’obligations surévaluées, une baisse du marché boursier de 38% + incapacité à rembourser) + double dépréciation des terrains et des actions = institution financière en danger.

→ vers un nouveau système d’intermédiation financière :

sur le court terme on a un renflouement par le gouv et les capitaux étrangers (injection d’argent public pour rattraper la situation + fusions de banques pour restructuration & changement de noms + rachat par des institutions financières américaines (ex: chogin) + extrême surveillance par le gouv → 1995 : création du Seiri kaishū kikō (doit apurer plus de 9 500 milliards ¥ de créances douteuses); 1998 : mai : amendement de la loi sur le gestion du taux de change & juin : mise en place d’un Bureau d’Inspection des Finances ; 2000 :réforme des normes de comptabilité par le Ministère des Finances.

→ Le japon connaît une période de déréglementation :

sur le long terme : déréglementation du secteur financier (réformes peu suivies) donc à partir de 97 on a une accélération des réformes = changement de comportement chez les emprunteurs; bilan en 2000 : en plus de 10 ans = 70 milliards de yen perdus

→ le crédit crunch → 10 ans de spirale inflationniste ( = csq sur l’économie réel). déflation = hantise dans les années 2000.

1. La “décennie perdue” (91 - 2000)

Les limites du “japan inc.” → on passe à des taux négatifs ( -1.81 en 98)

On a besoin de réformes de fond mais qui freine une reprise immédiate :

→ obj a long terme : économie plus ouverte, plus transparente et plus efficace souvent incompatible avec le redressement de l’économie à court terme

→ une pol qui ne va pas forcément dans le sens des interet des pays partenaires.

→ premières tentatives d’augmenter les impôts (97 on passe à 5% pour la TVA) + hausse impôt sur les ventes = aggravation de la récession avec une réduction de la consommation des japonais (PIB - sur des années consécutives).

→ Division de plus en plus claire entre réformateurs et anti-réformateurs : réformes impopulaires car coût social élevé (90 : divisions au sein du PLD → dilemme de faire des réformes mais opinion publique peut se retourner contre eux).

II. Le temps des réformes

1. La rupture des années 2000 : les réformes du gouvernement Koizumi

→ 2001 : Koizumi PM (très nbs réformes structurelles)

→ Une politique en 4 axes : il veut en finir avec les créances douteuses = priorité ; prg de réformes structurelle en sept pts ; adoption d’un processus de décision plus transparent en politique ; dvpt un capital humain à travers le libre choix de l’individus (notion de prise de risque individuelle + dépendance du citoyen); promotion femme, personnes agées et handicapées plus insérées. ; décentralisation du pvoir de décision (vs centralisation 2000s).

=> devenir plus individualiste et prendre des risques.;

politique fiscale et économique à moyen & long terme pour améliorer la situation budgétaire de l'État = réduire les bons du trésor → Améliorer la situation budgétaire de l’état : Japon = le plus fragile du G7 en terme de croissance économique & dette budgétaire; en 1996 : PM tente de réduire déficit ( par TVA de 3 à 5% mais résistance donc fin 98 il abandonne)

pour Koizumi : créer un new modèle de croissance (assainir, rendre plus compétitif le système financier tout en empêchant l’état de continuer à s'endetter).

→ csq économique et sociales (évidente mais immédiate) : hausse du chômage (taux jamais atteint de 5,5% + 1,23 millions de chômeurs); privatisation des services postaux + création d’une nouvelle entité en devenant l’ent privée postale; restructuration des institution publiques spécifiques (alimenté par les fonds de l’épargne postale)

Koizumi parvient quand même à réformer les chose en 2001 sur les IPS

→ la politique de la banque du japon : obj inflationniste (période de déflation dc baisse des prix donc obj d’inflation via l’aug de la masse monétaire), l’état est proche de la faillite (aug de la dette brutale, l’épargne est très faiblement rémunérée soit ça ne coûte pas cher d’emprunter de l’argent), la situation = critique par rapport aux autre pays dvt (les bons du trésors japonais sont achetés par des japonais à 94% car sûreté); retour des actionnaires dans les entreprises le rôle de la banque centrale diminue (ent forcée d’aller sur les marchés financiers)= situation qui a peu évoluée.

1. Nouveau tournant en 2010 : Les Abenomics (instabilités au niveau du cabinet)

→ en finir avec la “valse des PM” : 5 ans de réformes structurelles douloureuses = instabilité sur le plan politique (by Koizumi)

Abe Shinzô安倍 晋三 (avril 2006 - sept 2007 →démission pour raison de santé) PLD : après un PM différent chaque année avant le retour d’Abe Shinzô (dec 2012)

→ plan de relance budgétaire très ambitieux : baisse des dépenses, création de nouveau fond, 5.000 milliards de yen (dépenses publique, aides fiscales pour achat de maison, baisse d'impôt sur le revenus temporaire, légère reduc de l’impôt sur les Sté)

Abe shinzo : “cool japan”, il met l’accent sur le secteur culturel (anime manga not)

→ relance monétaire sans précédent pour sortie de la déflation

→ Depuis 2014, les annonces d’une “troisième flèche” : réforme agraire (agri plus intensive et productive), new législation pour faciliter la vente de medoc sur internet + soutient de la médecine régénérative, création de zones économiques spéciales attractive à grande échelle (tokyo, nagoya, osaka = premières villes du projet), soutien à la féminisation de la pop active, encouragement au tourisme.